

## Réunion du M'PEP avec les organisations membres du Front de gauche du 7 octobre 2011 au siège du PCF

### - Note d'ambiance et verbatim -

Participants pour le Front de gauche (FDG) : Francis Parny (PCF) ; François Calaret (GU) ; Eric Coquerel (PG) ; Pierre Laporte (FASE) ; Véronique ? (PCOF) ; Yann Cochin (C&A). R&S n'avait pas de représentant.

Participants pour le M'PEP : Valérie Coignard, Michèle Dessenne, Patrice Hemet, Jacques Nikonoff.

La réunion se tient au 1<sup>er</sup> sous-sol du siège du Parti communiste français au 2 rue du Colonel Fabien dans le 19<sup>ème</sup> à Paris. La salle, comme toutes celles du sous-sol de ce bâtiment, ne dispose d'aucune fenêtre et ses murs sont aux couleurs du béton brut.

Dès l'entrée dans la salle, Eric Coquerel, représentant du PG, propose sur un ton amusé que les représentants des organisations membres du Front de gauche s'installent d'un côté de la table et ceux du M'PEP de l'autre. Donnant ainsi le sentiment d'une scène de tribunal...

Francis Parny, représentant du PCF, accueille les participants et après avoir signalé que République et socialisme ne participerait pas à la réunion invite chacun à se présenter par un rapide tour de table : Francis Parny, du PCF, Patrice Calaret de GU, Jacques Nikonoff, Valérie Coignard, Patrice Hemet et Michèle Dessenne du M'PEP, Pierre Laporte de la FASE, Véronique du PCOF et Yann Cochin de C&A. Précisant que le PCF savait recevoir, il invite ensuite les représentants du M'PEP à s'exprimer en premier.

C'est Michèle Dessenne, porte-parole du M'PEP, qui lit la déclaration liminaire de la délégation, validée par le Conseil national. Pendant cette lecture, le PCOF, la FASE et C&A prennent des notes, quelques regards de Yann Cochin vers Eric Coquerel et Francis Parny montrent qu'il cherche à observer leurs réactions. GU passe d'une prise de note à une exploration de son téléphone portable. Eric Coquerel, quant à lui, lit ostensiblement le petit livre rouge du programme partagé du FG ainsi qu'un autre document, probablement un travail à terminer... Tout en traînant une oreille puisqu'il s'arrête de temps à autre pour noter quelques points clés probablement. Francis Parny quant à lui montre une écoute attentive, prend quelques notes, marque un hochement de tête à la lecture du paragraphe n° 12 et se retourne vers son voisin de GU pour lui demander « *elle a bien dit « sortir de l'UE ? » »* ».

### **Francis PARNY (PCF)**

La lecture de la déclaration liminaire du M'PEP terminée, Francis Parny précise qu'il ne s'agit pas d'un tribunal, rappelle qu'on se connaît et qu'il faut, comme le Comité de liaison en a discuté avant cette rencontre, regarder s'il y a des obstacles à l'entrée du M'PEP dans le Front de gauche. Il relève d'ores et déjà un 1<sup>er</sup> point, celui de la sortie de l'Union européenne, et précise que le FdG n'est pas pour changer l'Europe de l'intérieur mais pour créer les conditions pour la changer. Il insiste sur le souhait

du FdG de pouvoir mener une politique libre vis-à-vis des contraintes européennes, mais qu'il faut mener une politique en lien avec les autres États de l'UE tout en intégrant le cadre international.

Il présente ensuite le cadre et les bases sur lesquelles les 3 composantes du Front de gauche se sont réunies en commençant par la Charte approuvée fin mars 2011. La question mise en avant dans cette charte est celle de l'alternative aux politiques de droite soutenue par la volonté de « gagner et réussir ». Et la volonté de construire un rassemblement majoritaire, d'où la nécessité de s'adresser à toute la gauche.

Le socle commun réunissant les 7 organisations actuelles du FG est :

- Le texte d'orientation stratégique.
- Le programme partagé. Élaboré par les trois membres initiaux du FdG, dans lequel ont été intégrées des propositions apportées par les quatre nouveaux membres.
- L'accord législatif établi entre les trois d'abord, puis élargi aux nouveaux entrants.

En ce qui concerne la notion de « programme partagé », Francis Parny explique ce que PCF entend par « partagé » qui se résume par les trois points suivants :

- Accord avec la candidature commune.
- Programme établi sur un socle commun.
- Un partage citoyen.

### **Eric COQUEREL – PG**

En introduction, Eric Coquerel indique que l'esprit de cette réunion est le même qui prévaut à l'entrée des autres organisations. Il précise qu'aujourd'hui ce sont sept organisations qui composent le Front de gauche et qu'elles représentent le camp de toute la gauche de transformation qui se reconnaît dans un socle commun. Le souhait est « d'être très inclusif, on entend bien tout ce qui a été fait dans les régionales et les européennes par le M'PEP. J'apprécie la façon sincère et politique avec laquelle vous ouvrez la discussion avec nous en allant au cœur du sujet ».

« Notre programme n'est pas un compromis au rabais. La question du nucléaire est un exemple, il s'agit d'un choix qui nous permet d'envisager de gouverner ensemble en maintenant une cohérence. L'important est de savoir si nous sommes capables de conduire un gouvernement ensemble avec nos différences ».

« Comment gérer le fait de mettre en avant la sortie de l'euro alors que Mélenchon dit le contraire ? Et le fait que vous assumiez être pour la sortie de l'UE ? L'objectif du Front de gauche est de construire une autre Europe. Nous sommes pour la désobéissance européenne. Vous dites que nos propositions ne peuvent pas fonctionner sans l'accord des 26. Nous avons une approche volontariste, sortir de l'euro n'est pas un préalable de notre point de vue pour mener des politiques anticapitalistes. Ces divergences là sont-elles incompatibles avec votre entrée dans le Front de gauche ? La sortie de l'euro ne peut pas être mise en avant au sein du Front de gauche ».

## **Yann COCHIN – C&A**

En introduction, il tient à souligner « nous ne sommes pas des « altermondialistes béats », si le Front de gauche devait parvenir au gouvernement, nous avons bien conscience que cela provoquerait un séisme ». Puis, relevant la comparaison que fait le M'PEP entre le compromis des membres du FdG sur la question du nucléaire avec la possibilité de soumettre également au référendum la question de la sortie de l'UE et de l'euro, il précise qu'en tant que syndicaliste du secteur de l'énergie il a bien conscience que la libéralisation de l'énergie vient de « nos camarades du PS » et qu'il y a encore beaucoup à faire pour sortir du nucléaire. Toutefois, il considère que ce n'est pas la meilleure pédagogie que d'affirmer de but en blanc la sortie du nucléaire. Par contre passer par la proposition de créer un grand service public de l'énergie permet d'aborder la question de façon pédagogique et d'appeler à des mobilisations communes susceptibles de transformer les rapports de force.

## **Jacques NIKONOFF – M'PEP**

Jacques Nikonoff apporte tout d'abord une précision : « nous ne sommes pas pour sortir de l'Europe, ce serait comme demander à sortir de l'Afrique ou de l'Asie, cela n'aurait pas de sens. Mais nous sommes pour sortir de l'UE, parce que c'est une organisation internationale qui est l'un des piliers de l'ordre mondial néolibéral au même titre que l'OTAN, le FMI, l'OMC... Notre stratégie, notre conviction est que nous devons effectivement en sortir pour construire une autre forme de relations avec les pays, basée notamment sur une coopération commerciale internationale.

Il pose ensuite la question de savoir si une telle position est un obstacle pour entrer et élargir le Front de gauche ? Il répond non du point de vue du M'PEP, en précisant que « nous ne sommes pas pour le tout ou rien. Nous pensons que la construction du FdG est une avancée, un pas en avant dans le paysage politique à gauche. Est-ce que cela créerait de la cacophonie ? C'est déjà le cas avec le nucléaire et cela montre que le FdG est pluraliste, respectueux de la diversité. A partir de là, les différences au sein du programme du FdG ont été dépassées ».

« Nous sommes d'accord avec les têtes de chapitre du programme tel qu'il est. Nous sommes dans un moment politique qui nécessite le rassemblement et nous nous y inscrivons ».

« Est-ce qu'il y aurait cacophonie dans la presse ? Si nous disons que malgré un certain nombre de divergences nous appelons à voter pour le candidat du FdG, il n'y a pas de problème. Chaque organisation peut garder son programme tout en avançant dans la dynamique du FdG ».

Puis Jacques Nikonoff rebondit sur la question de la désobéissance et indiquant que le mot ne figure pas dans le programme. Cela suscite une vive réaction tant chez Francis Parny que chez Eric Coquerel.

Francis Parny interrompant JN précise que si la désobéissance européenne ne figure pas dans le programme, c'est parce que le PCF n'y est pas favorable. Eric Coquerel réagit à son tour et recherche dans le programme le passage ou la « désobéissance européenne » serait mentionnée. Il trouve en effet, une formulation

qui précise une façon de désobéir sur un point précis, sans prôner pour autant la désobéissance comme principe. Francis Parny dit être surpris que ce point ait été maintenu tout en soulignant la différence de formulation. Jacques Nikonoff termine son intervention en précisant « nous disons qu'il faut sortir de l'euro par la gauche ».

### **Patrice CALARET - GU**

Patrice Calaret introduit son intervention en précisant que « notre réunion est importante ». Il poursuit en déclarant que « nous ne partageons pas votre plan B. Concernant votre proposition d'amendement n° 1, que se passe-t-il si on ne gagne pas la bataille ? Et bien on continue. Il n'y a pas de plan B à avoir, on continuera la bataille. Il faut quand même se rappeler que la construction européenne est le fruit des mobilisations du mouvement social en Europe, on ne peut pas faire un trait la dessus. Pour votre amendement n° 2, sortir le traité de Lisbonne de la Constitution française, elle n'a pas de sens pour le FdG puisque sa priorité sera d'écrire la Constitution pour une 6<sup>ème</sup> République ».

« Une des racines de l'erreur de votre comparaison entre le nucléaire et les questions européennes c'est que l'autre Europe que l'on veut construire, refonder, ne passe pas par la sortie de l'Euro. L'intérêt de l'Euro est de pouvoir envisager notamment la construction d'un SMIC européen. Notre programme est donc incompatible avec une sortie de l'euro. Il est impossible qu'il y ait plusieurs voix au sein de FdG sur ces questions ».

### **Patrice HEMET – M'PEP**

« Nous avons des scénarios d'anticipation différents, s'il y a une divergence de fond entre nos programmes c'est qu'au M'PEP nous élargissons les scénarios alternatifs. Notre crédibilité par rapport à l'urgence sociale actuelle nous oblige à des solutions unilatérales. Qu'allons-nous dire aux gens qui sont en difficultés ? Ayons le courage politique d'envisager des positions et politiques différentes, plus larges. C'est le sens qu'auraient nos interventions publiques. On ne peut pas aujourd'hui dire aux grecs débrouillez-vous ».

### **Pierre LAPORTE – La FASE**

« Le programme partagé n'est pas un texte immuable. L'importance et l'intérêt du texte est de montrer qu'il y a une diversité de solutions. L'important c'est de ne pas montrer les différences. Il ne faut pas sacraliser le texte non plus. Il sera difficile de le faire bouger, mais c'est un support à la discussion. Par contre attention, l'intervention du M'PEP à Tremblay est un exemple de ce qui pourrait poser un problème ».

### **Patrice HEMET – M'PEP**

« Est-ce le fait d'avoir parlé de souveraineté nationale ? »

### **Véronique – PCOF**

« Ce qui nous semble important c'est que le Front de gauche est un rassemblement. Chacun est donc tenu de faire des compromis. Il faut savoir sur quoi, sur quelles bases s'effectue le rassemblement. Si le FdG arrivait au gouvernement il faudrait

qu'il puisse gouverner ensemble. Le programme est un socle commun sur lequel on peut fonctionner ensemble. Comment on mène la lutte et sur quels points clés. Nous sommes absolument d'accord sur les solutions pour sortir des politiques néolibérales. Que vous gardiez votre appréciation c'est une chose, mais il n'est pas possible de mettre en avant ce qui nous divise ».

### **Eric COQUEREL – PG**

Répondant à Patrice Hemet : « J'entends ce que tu dis sur les scénarios possibles, toutefois il est différent de les reconnaître et de les souhaiter. Si l'euro s'écroule on devra faire face, mais il est impossible d'avoir des divergences exprimées avant que cela n'arrive ».

« Ma question c'est pourquoi vous voulez entrer dans le Front de gauche alors que vos positions sont tellement différentes ? »

« On pourrait se dire, lorsqu'on lit le texte d'analyse que vous avez fait du programme en le tronquant, qu'est-ce qui vous donne envie d'entrer ? Cela ne peut pas être pour une simple volonté de créer une grande force de gauche... »

### **Jacques NIKONOFF - M'PEP**

« Nous ne sommes pas dans le Front de gauche, nous sommes donc totalement libres de dire ce que nous voulons et d'analyser le programme du FDG comme nous l'entendons. Par ailleurs, nous vous avons adressé de nombreuses demandes pour vous rencontrer qui sont restées sans réponse. Nous aurions pu, alors, participer à l'élaboration de ce programme. Le risque est que l'on ne se soit pas toujours bien compris. Tu noteras toutefois que l'analyse en question était faite sur le projet de programme, pas sur le programme définitif, cela fait une grande différence ».

« Pourquoi on veut entrer dans le Front de gauche ? Je vais répéter ce qu'a déjà dit Michèle : 1) Parce que nous voulons agir pour la création d'une grande force politique de gauche, le FDG est peut-être un pas dans cette direction. 2) Dans le contexte actuel, il faut se rassembler à la gauche du PS. 3) Nous sommes d'accord avec les têtes de chapitre du programme. 4) Et nous sommes particulièrement satisfaits par l'introduction du programme définitif ».

« La question du plan B, on n'en fait pas un absolu. Nous, nous proposons la fermeture du marché obligataire, et nous faisons observer que si les 26 autres pays ne sont pas d'accord pour que la BCE achète directement des titres d'État, que fait le FdG ? La seule solution de notre point de vue serait de prendre des mesures unilatérales. Il ne faut pas prendre ces remarques comme des agressions, nous avons besoin de précisions et les demandons. L'appel à référendum, c'est pour lever l'obstacle aux politiques de gauche. Ce que nous proposons serait caduc parce que vous êtes pour une nouvelle constitution ? Non, car un processus constituant prend du temps, alors que notre référendum est immédiat ».

« Nous pourrions envisager la règle des 25% dans les interventions publiques. Comme d'autres nous avons des divergences mais nous soutenons le Front de gauche. La règle des 25% serait de prendre ce temps pour faire apparaître les différences. Ce sont les conditions pour que d'autres viennent. Vous ne pouvez

ignorer qu'il existe un courant de gauche qui veut sortir de l'euro, pourquoi ne pas considérer que le FdG puisse être ouvert à ces gens ? Si vous posez le problème de cette façon, ce serait un moyen pour que les militants de ces courants s'investissent avec le FdG ». La question est de savoir si vous acceptez au sein du FDG le courant de gauche anti Union européenne, anti euro, si vous lui tendez la main ou si vous le rejetez ? »

### **Francis PARNY – PCF**

« Bon, le Front de gauche ne donnera pas de réponse ce soir. Le Comité de liaison va se réunir. Nous sommes dans un processus d'intégration qui consistait dans un premier temps à se mettre d'accord sur 3 textes avec les 3 organisations. Nous avons ensuite inclus des amendements proposés par les organisations ayant rejoint le FdG. En fait, il n'y a pas eu de rupture dans le processus, il n'y a pas eu d'évolution spectaculaire et l'introduction existait déjà, elle n'est pas sortie du chapeau à la fin. Nous sommes dans un continuum et un processus ».

« Vous avez déjà participé aux campagnes du FdG, nous savons que vous continuerez. C'est très bien ».

« L'objectif est de transformer la société, cela suppose un changement de rapport de force, le problème est qu'on ne veut pas injurier l'avenir ».

« Battre Sarkozy, c'est important qu'on le rappelle, la gauche a deux enjeux, gagner et réussir. La réponse à la crise et l'approfondissement de cette crise on ne sait pas ou ça va. Qu'exprime-t-on comme volonté de changement ? Hexagonale ou stratégie mondiale ? Le vocable de la démondialisation pourrait fédérer, mais la notion de « sortir de l'UE », je ne veux pas revenir à un tout hexagonal ».

« A l'avenir, il faudra s'appuyer sur des forces qui peuvent créer le changement. Le FdG ne peut pas rester un cartel d'organisations, il peut rassembler les citoyens et les citoyennes. Nous allons créer un Conseil national de campagne en intégrant des gens de la société civile. Notre débat n'est pas lié aux échanges de 2012, c'est plus sur le fond, la construction du socle ».

### **Michèle DESSENNE – M'PEP**

« Il ne faut pas faire d'interprétation. On attaque des questions de fond. Il n'y a aucune divergence avec les objectifs du programme du FdG. Nous sommes profondément internationalistes, et pas nationalistes ou « maréchalistes ». Nous sommes pour un nouvel ordre international basé sur la charte de la Havane, qui ouvre sur un nouvel ordre international basé sur la coopération équilibrée entre tous les peuples. On pense aussi au-delà de 2012. Nous ne sommes pas là pour 3 strapontins... (rire du représentant de la FASE). Bien sûr il faut mettre en avant ce qui nous rassemble plus que nos différences ».

« Vous dites que le FdG inscrit la démarche de débat avec la population sur son programme ; vous allez donc être confrontés, en particulier dans les quartiers populaires, à des questions sur l'euro et l'Union européenne. Des gens disent qu'ils pourraient choisir de voter pour le FN dans ces débats et quel discours allez vous tenir ? « Oui on va mener notre politique qui nous maintiendra dans l'euro... » ? On

va leur dire quoi ? (interruption spontanée du représentant de GU qui répond « on leur dira qu'ils se trompent »). Reprise de Michèle : « imaginons que nous ne nous trompions pas... vous allez vous coltiner un certain nombre de questions pour lesquelles vous n'avez pas de réponses. Si le FdG est un vrai front, il doit pouvoir présenter plus de propositions, montrer qu'il est ouvert ».

### **Yan COCHIN – C&A**

« J'étais à votre colloque à l'Assemblée nationale et j'ai entendu beaucoup de critiques contre l'autre gauche. Votre réponse a été très dure et vous avez fait un clivage. J'entends encore que la question de l'UE reste un point fort et un clivage. J'ai eu des retours sur les camarades du M'PEP dans les régions qui interviennent beaucoup sur les points qui font clivages. Les gens qui sont attirés par le FN, ce n'est pas pour les questions de l'euro, c'est contre le « tous pourris ». Revenir sur cette affaire de l'Europe cela va diviser. Quand j'écoute Francis Parry, je bois du petit-lait ».

### **François CALARET – GU**

« Les textes engagent et la cohérence est importante. GU est pour la souveraineté populaire nationale comme la souveraineté européenne. La question c'est que nous sommes européens. Nous voulons même une constituante européenne ».

### **Jacques NIKONOFF – M'PEP**

« On ne vous demande pas d'adopter le programme du M'PEP, on sait que vous n'êtes pas d'accord. Nous on est d'accord avec les objectifs de votre programme. Ce que dit Yann Cochin à propos du colloque du M'PEP à l'Assemblée nationale est tout à fait inexact. Yann tu as posé la question des relations du M'PEP avec le Front de gauche. Je t'ai répondu que nous avons beaucoup de sympathie pour le Front de gauche, mais que l'objet de ce colloque n'était pas de discuter de ce sujet, mais des moyens de sortir de la crise. Il suffit de visionner les vidéos pour s'en persuader ».

« Le FdG nous intéresse au-delà de 2012. L'expérience plaide pour nous, nous avons mené les débats correctement lorsque nous avons fait campagne avec vous en 2009 et 2010. Si cela n'avait pas été jugé comme tel, l'honnêteté politique veut qu'on se le dise. Nous souhaitons nous insérer dans le Front de gauche ».

### **Eric COQUEREL – PG**

« Premièrement, je ne considère pas que vous soyez d'affreux nationalistes, pas plus que la souveraineté nationale soit le cadre premier pour que s'exerce la souveraineté populaire ».

« Pour nous la question principale ce n'est pas celle de l'euro, c'est mener des politiques anticapitalistes et ce n'est pas l'euro qui nous empêchera d'en mener. La question est « est-ce qu'on est d'accord pour faire une autre politique ? ». Rien ne nous empêchera d'appliquer notre programme. Nous entendons mettre en primauté le facteur de paix et un autre choix pour un ordre mondial ».

« Nous allons discuter entre nous. Vous avancez les deux propositions de votre déclaration liminaire et la règle des 25%. Nous allons vous répondre sur la base de votre document remis en réunion « Déclaration liminaire ». »

**Francis PARNY – PCF**

A la demande de précision exprimée par les représentants du M'PEP sur les délais de réponse Francis, Parny précise que celle-ci devrait être rendue d'ici 8 jours à 6 semaines.

**Michèle DESSENNE – M'PEP**

Michèle Dessenne précise qu'il serait important qu'une réponse soit apportée avant le 28 octobre. Cette date correspondant en effet à l'université d'automne du M'PEP au cours de laquelle un débat intitulé « Que faire de l'Union européenne et de l'euro ? » aura lieu avec des représentants du FdG, précisant que le cadre de relation entre FDG et M'PEP devrait alors être clair.